

Direction de l'Offre de Soins

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Marché n° 2026-03

Évaluation de l'organisation des transports sanitaires urgents et révision du cahier des charges de la garde ambulancière pour les départements du Grand Est (TSU/UPH)

Pouvoir adjudicateur :

L'Agence régionale de santé Grand Est
Etablissement public administratif de l'Etat
3 Boulevard Joffre CS 80071
54 036 NANCY CEDEX

Représenté par Mme Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL, Directrice Générale

SOMMAIRE

1. Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales	4
1.1 Objet de l'accord-cadre	4
1.2 Fractionnement de l'accord-cadre	4
1.3 Durée de l'accord-cadre et des marchés subséquents	4
1.4 Conditions de passation des marchés subséquents	5
1.5 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel	5
1.6 Modification de l'accord-cadre	5
1.7 Prestations supplémentaires ou modificatives et prestations similaires	6
2. Pièces constitutives de l'accord-cadre	6
3. Forme des notifications et informations au titulaire	7
4. Prix – Variation des prix	7
4.1 Contenu des prix	7
4.2 Variation des prix	7
5. Avance	7
5.1 Modalités de règlement de l'avance	7
5.2 Modalités de remboursement de l'avance	8
5.3 Retenue de garantie	8
6. Règlement des comptes au titulaire	8
6.1 Modalités de règlement du prix	8
6.1.1 Règlement du prix	8
6.1.2 Demandes de paiement	8
6.1.3 Transmission des demandes de paiement	9
6.2 Règlements en cas de groupements économiques	10
6.3 Délais de paiement	10
6.4 Intérêts moratoires	10
7. Pénalités	10
7.1 Pénalités pour retard	10
7.2 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité	11
7.3 Pénalité pour manquement concernant l'équipe dédiée :	11
8. Arrêt de l'exécution de la prestation	11
9. Admission – Achèvement de la mission	11

9.1 Admission des documents	12
9.2 Achèvement de la mission	12
10. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles	12
11. Propriété intellectuelle / Utilisation des résultats	12
11.1 Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards	12
11.2 Régime des résultats	12
12. Sous-traitance	12
13. Changement d'intervenant	13
14. Changement dans la situation du titulaire	13
15. Résiliation de l'accord-cadre	13
15.1 Résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire... Erreur ! Signet non défini.	
16. Développement durable – Dimension environnementale	14
17. Assurances	14
18. Différends	14
19. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger	15
20. Dérogations au CCAG PI	15

1. Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales

1.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent marché est un **accord-cadre monoattributaire à marchés subséquents** au sens de l'article L. 2125-1 1° du Code de la commande publique.

L'accord-cadre régi par le présent cahier des clauses administratives particulières a pour objet **l'évaluation de l'organisation des transports sanitaires urgents et révision du cahier des charges de la garde ambulancière pour les départements du Grand Est (TSU/UPH)**

L'accord-cadre a pour périmètre d'exécution l'ensemble du territoire « Grand Est »

Le descriptif des prestations est contenu dans le CCTP.

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est divisé en tranches :

- **Tranche ferme** : Évaluation de l'organisation des transports sanitaires urgents
- **Tranche optionnelle** : Accompagnement à la révision du cahier des charges de la garde ambulancière

Le détail des prestations attendues sur la tranche ferme et la tranche optionnelle est précisé dans le CCTP de l'accord-cadre.

1.2 Fractionnement de l'accord-cadre

Les prestations du présent accord-cadre font l'objet de **marchés subséquents conclus avec un seul opérateur économique** au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-7 à R. 2162-12 du Code de la commande publique.

En application de l'article R2162-4, l'accord-cadre est conclu **sans minimum et avec un maximum en quantité de 10 marchés subséquents sur la durée totale de l'accord-cadre**.

1.3 Durée de l'accord-cadre et des marchés subséquents

La durée de l'accord-cadre est de 12 mois, renouvelable tacitement 3 fois 12 mois dans la limite d'une durée maximale de 48 mois.

Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG PI, le délai d'exécution de l'accord-cadre part de la date de sa notification.

Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG PI, le délai d'exécution de chaque marché subséquent part à la date de sa notification sauf stipulation contraire.

Dans le cas d'une non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision au titulaire deux mois avant la date de fin de validité du marché. Il n'est versé au titulaire aucune indemnité en cas de non-reconduction du marché.

Les marchés subséquents peuvent s'exécuter jusqu'à 6 mois après la fin de l'accord-cadre.

1.4 Conditions de passation des marchés subséquents

Les marchés subséquents peuvent être lancés dès la notification de l'accord-cadre au titulaire.

Lorsqu'un besoin de marché subséquent apparaît, l'ARS transfère au titulaire de l'accord-cadre un dossier de consultation comprenant :

- La lettre de consultation
- Le cahier des charges du marché subséquent ;
- Un acte d'engagement à compléter et signer ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire à compléter.

Le titulaire devra alors remettre les pièces suivantes à l'ARS :

- **La décomposition du prix global et forfaitaire complétée** dans laquelle les prix indiqués correspondent aux prix proposés dans le bordereau des prix unitaires plafonds de l'accord-cadre ;
- **Une note technique** décrivant la méthodologie proposée et présentant les personnes référentes de la mission.

Le délai laissé au titulaire pour remettre son offre sera précisé par l'ARS dans le dossier de consultation du marché subséquent.

La durée de validité de l'offre du titulaire est de 120 jours.

La transmission du dossier de consultation s'effectue via la plateforme PLACE.

Le titulaire remet également son offre via la plateforme PLACE.

Pendant le délai imparti pour la remise de son offre, le titulaire de l'accord-cadre pourra demander à l'ARS, via PLACE, les renseignements nécessaires à l'établissement de son offre. Une réponse pourra être apportée par l'ARS au plus tard 5 jours avant la date limite de remise de l'offre.

1.5 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel

Le titulaire ainsi que l'acheteur sont tenus à une obligation générale de confidentialité et au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel dans les conditions définies à l'article 5 du CCAG.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute.

1.6 Modification de l'accord-cadre

L'accord-cadre peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

1.7 Prestations supplémentaires ou modificatives et prestations similaires

Dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG PI, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, pendant l'exécution de l'accord-cadre, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose. Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Comme le présent accord-cadre ne prévoit pas de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service prescrivant ces prestations fixera provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions de l'article 23 du CCAG PI.

L'ARS se réserve la possibilité de mettre en œuvre la procédure de marché public de prestations similaires sur le fondement de l'article R.2122.7 du Code de la commande publique à savoir : la possibilité de conclure un marché public ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché

2. Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles de l'accord-cadre prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) de l'accord-cadre.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) de l'accord-cadre, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de l'accord-cadre, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- Le CCAG Prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021).
- Le Bordereau des Prix Unitaires Plafonds (BPUP)
- L'offre technique du titulaire.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification.

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

Les réponses, précisions ou compléments apportés par le titulaire entre la date limite de remise des offres et l'attribution de l'accord-cadre ont la même valeur contractuelle que les pièces susvisées auxquelles ils se rattachent. Toutefois, ces réponses, précisions ou compléments n'ont pas de valeur contractuelle s'ils sont en contradiction avec l'une ou plusieurs de ces pièces ou contraires à des dispositions légales ou réglementaires.

Les pièces contractuelles des marchés subséquents prévalent dans l'ordre ci-après :

- Les documents contractuels de l'accord-cadre
- L'acte d'engagement du marché subséquent
- Le cahier des charges du marché subséquent
- La décomposition du prix global et forfaitaire du marché subséquent
- Le mémoire technique du marché subséquent

- Les actes spéciaux de sous-traitance et les éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification.

3. Forme des notifications et informations au titulaire

En vertu de l'article 3.1 du CCAG, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

4. Prix – Variation des prix

4.1 Contenu des prix

Les prix sont réputés complets et comprennent les prestations demandées, les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais nécessaires à la réalisation complète des missions confiées au titulaire. Ainsi, le prix tient compte des frais de secrétariat et d'assurance, y compris en responsabilité légale personnelle.

4.2 Variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont fermes.

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise de l'offre finale par le titulaire.

Ce mois est appelé « *mois zéro* ».

5. Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG, l'option retenue pour les avances est l'option A.

Ainsi :

- Lorsque le titulaire, ou le sous-traitant, est une petite ou moyenne entreprise (PME) au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 20 %.
- Lorsque le titulaire, ou le sous-traitant, n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 %.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée de l'accord-cadre, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

5.1 Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois.

5.2 Modalités de remboursement de l'avance

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant TTC de l'accord-cadre selon la formule suivante :

$$\begin{aligned} &\textbf{Montant du remboursement} \\ &= \\ &\textbf{Montant de l'avance x (X – 65) / 15 – avance déjà remboursée} \\ &\textit{(Avec X = le \% d'avancement des prestations)} \end{aligned}$$

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande de paiement, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitants).

5.3 Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

6. Règlement des comptes au titulaire

6.1 Modalités de règlement du prix

6.1.1 Règlement du prix

Selon les dispositions de l'article 11 du CCAG PI, les précisions suivantes sont apportées :

Le règlement du prix s'effectue à chaque réalisation des prestations et décision d'admission distincte. Ce règlement prend la forme d'un règlement partiel définitif dans les conditions de l'article 11.7.1 du CCAG PI.

6.1.2 Demandes de paiement

Demande de règlement partiel définitif :

Lorsque le titulaire a droit à un règlement partiel définitif conformément aux dispositions ci-dessus, les demandes de paiement des règlements partiels définitifs sont établies, conformément aux articles 11.3 et 11.7 du CCAG PI ainsi qu'aux dispositions ci-dessus, par le titulaire, dans un délai de 30 jours à compter de chaque décision distincte d'admission des prestations.

En complément des dispositions de l'article 11.3 du CCAG PI, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- Les références du contrat ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées le cas échéant ;
- La décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- Le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- En cas de groupement conjoint : pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;

- En cas de sous-traitance : la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et TTC ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- La retenue de garantie, établie conformément aux stipulations du contrat ;
- Les éventuelles pénalités pour retard ;
- Les avances à rembourser ;
- Le montant de la TVA ;
- Le montant TTC.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

Le titulaire transmet le décompte correspondant au règlement partiel définitif qui comporte en outre les parties suivantes :

- Une récapitulation des règlements perçus pour l'ensemble des prestations du contrat objet du projet de décompte ;
- Le cas échéant, une demande de paiement correspondant au solde du règlement partiel définitif.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement et le décompte partiel définitif qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplets. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

Solde du contrat :

La demande de paiement du solde est établie, conformément aux dispositions ci-dessus et à l'article 11.7 du CCAG PI, par le titulaire dans un délai de 30 jours à compter de la dernière décision d'admission distincte.

Le titulaire transmet le décompte pour solde qui comporte en outre les parties suivantes :

- Une récapitulation des règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations du contrat objet du projet de décompte ;
- Le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
- Aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande de règlement pour ces prestations ;
- Au solde du contrat.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement et le décompte pour solde qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplets. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

6.1.3 Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : 13000783400075.

6.2 Règlements en cas de groupements économiques

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement.

L'acceptation d'un règlement à chacun des membres du groupement solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

6.3 Délais de paiement

Les délais dont dispose l'acheteur, ou son représentant, pour procéder au paiement des règlements partiels définitifs et du solde sont fixés à 30 jours.

6.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par l'accord-cadre donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par l'accord-cadre) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

7. Pénalités

Les pénalités sont cumulatives entre elles.

Par dérogation au CCAG PI, l'ensemble des pénalités s'applique dès le 1er euro et sans mise en demeure préalable.

Conformément à l'article 27 du CCAG PI, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire concerné, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant total des pénalités de retard pourra excéder 10% du montant total HT de l'accord-cadre, de la tranche considérée.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

7.1 Pénalités pour retard

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par l'accord-cadre doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par

l'acheteur.

La pénalité pour retard sera calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 3000$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

7.2 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du CCAG PI, le titulaire s'expose à des pénalités définies à l'article 14.2 du CCAG PI.

7.3 Pénalité pour manquement concernant l'équipe dédiée :

Le titulaire s'engage dans son offre à constituer une équipe dédiée à l'exécution de la mission. Cette équipe est associée à des compétences précises et à l'exécution d'un certain nombre de jours de présence sur le projet. Si l'ARS constate que le niveau d'expertise attendu du titulaire n'est pas assuré par les intervenants présents sur les prestations mentionnées, une pénalité de 1000 € HT pourra être appliquée.

En cas d'absence non justifiée et non excusée à une réunion, une pénalité de 100 € sera appliquée.

En cas de changement parmi les membres de l'équipe dédiée, le titulaire devra soumettre les modifications concernant le(s) nouveau(x) membre(s) de l'équipe à compétences et dimensionnement équivalents à la validation de l'ARS. En cas de vacance ou de non remplacement d'un poste constaté lors de l'exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité fixée à 100 € HT par jour de vacance/non remplacement. Cet écart pourra être constaté par tout moyen par l'ARS.

8. Arrêt de l'exécution de la prestation

Dans la mesure où des parties techniques sont prévues dans l'acte d'engagement et ce conformément à l'article 22 du CCAG PI, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune de ces parties techniques sans indemnité.

Par dérogation à l'article 22 du CCAG PI, dans le cas où l'arrêt de l'exécution de la prestation au terme d'une partie technique est temporaire, il n'entraîne pas la résiliation de l'accord-cadre. Dans les autres cas, l'arrêt emporte résiliation de l'accord-cadre. La décision prise précise si l'arrêt est temporaire ou définitif.

9. Admission – Achèvement de la mission

9.1 Admission des documents

L'acheteur procédera à l'admission des documents produits par le titulaire conformément aux dispositions du CCAG PI.

9.2 Achèvement de la mission

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision de l'acheteur, dans les conditions de l'article 29 du CCAG PI, constatant que le titulaire a rempli ses obligations, dans un délai de deux mois à compter de la demande du titulaire. L'absence de décision dans ce délai vaut admission des prestations.

10. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension sera demandée par le titulaire, l'acheteur se prononcera sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 24 du CCAG PI seront applicables.

11. Propriété intellectuelle / Utilisation des résultats

11.1 Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

Les dispositions des articles 33 et 34 du CCAG PI seront applicable de l'accord-cadre.

11.2 Régime des résultats

En vertu de l'article 35 du CCAG PI :

Dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire accorde à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation découlant de l'objet des prestations de l'accord-cadre.

Pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours de l'accord-cadre.

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables à l'accord-cadre.

12. Sous-traitance

Le titulaire du marché peut en sous-traiter une partie dans les conditions prévues aux articles

R2193-3 à R2193-8 et R2193-10 à R2193-22 du code de la commande publique. Le titulaire demande alors au pouvoir adjudicateur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement ainsi que les modalités qu'il mettra en place pour l'utilisation, la protection et la destruction des données personnelles qui lui seront confiées.

13. Changement d'intervenant

En aucun cas le remplacement d'un intervenant ne peut justifier une augmentation du montant des prestations.

En aucun cas un membre de l'équipe ne peut être remplacé par une personne d'un niveau d'expérience et de compétence inférieur (ex : remplacer un senior par un junior) sous peine d'application de pénalités ou de résiliation. La pénalité qui s'applique est celle prévu à l'article *pénalités*, en cas de vacance ou de non remplacement d'un poste constaté lors de l'exécution des prestations.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'ARS se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. Le titulaire propose alors de nouveaux intervenants dans un délai de 10 jours ouvrés. Ils sont considérés acceptés par le pouvoir adjudicateur si celle-ci ne les récuse pas de manière motivée dans un délai de 10 jours ouvrés à partir de la notification de cette proposition.

14. Changement dans la situation du titulaire

Le titulaire s'engage à informer l'ARS sans délai, de tout transfert d'activité (cession de branche commerciale, fusion, absorption, etc..) de nature à affecter l'exécution du présent marché.

En outre, tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile ou de compte à créditer doit être notifié par le titulaire à l'ARS.

Afin d'assurer la bonne exécution administrative du marché, la notification de ces modifications doit être accompagnée des pièces justificatives correspondantes (extrait K-bis, publication dans un journal d'annonces légales, RIB ...).

Le titulaire ne pourra céder, partiellement ou totalement, le présent marché sans avoir, au préalable, obtenu l'accord écrit de l'ARS.

15. Résiliation de l'accord-cadre

Les dispositions des articles 36 à 42 du CCAG PI sont applicables de l'accord-cadre auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-après :

15.1 Résiliation pour faute

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 39 du CCAG PI.

L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 27 du CCAG PI. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

15.2 Résiliation d'un marché subséquent pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial hors TVA du marché diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

16. Développement durable – Dimension environnementale

Durant l'exécution des prestations, le titulaire s'assure du respect des obligations environnementales et communique, sur demande de l'ARS, les éléments de preuve associés. Il est attendu que le titulaire :

- intègre dans ses rapports des recommandations liées au développement durable dès que ces éléments sont opportuns,
- favorise les déplacements en transport en commun, notamment en train,
- privilégie les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence),
- assure la qualité environnementale de l'impression : papier écoresponsable (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible), encres végétales, réduction des substances toxiques,
- prévoit une extinction complète des systèmes d'éclairage dans les bureaux aux horaires non travaillés,
- met en place une politique numérique écoresponsable (par exemple : tri des données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des courriels et envois raisonnés).

17. Assurances

Le titulaire certifie avoir souscrit une assurance responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle couvrant les conséquences pécuniaires pour l'ARS des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non dont le titulaire aurait à répondre, causés par tout événement du fait du titulaire et qui serait notamment le fait de ses collaborateurs ou de ses sous-traitants éventuels lors de l'exécution des prestations.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire devra apporter pendant la durée du marché la preuve qu'il bénéficie d'une couverture d'assurance responsabilité civile couvrant son activité.

Le titulaire s'engage formellement à avertir la personne publique de tout changement d'assureur en cours de prestation, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation conformément aux modalités décrites ci-dessus.

18. Différends

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 43 du CCAG PI.

La loi française est seule applicable.

Le Tribunal administratif de Nancy est seul compétent.

19. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro (€). Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

*« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre n°..... du
ayant pour objet »*

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'accord-cadre et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change.

Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français ».

20. Dérogations au CCAG PI

Il est dérogé aux articles du CCAG PI par les articles cités ci-après du présent document :

- A l'article 4.1 du CCAG par l'article *Pièces constitutives*
- À l'article 14.1.2 du CCAG par l'article *Pénalités pour retard*
- À l'article 14.1.3 du CCAG par l'article *Pénalités pour retard*
- À l'article 22 du CCAG par l'article *Arrêt de l'exécution de la prestation*